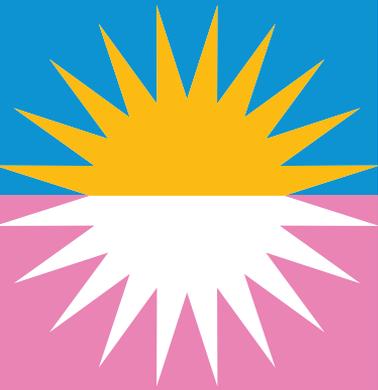




RÉALITÉS ET BESOINS DES PERSONNES LGTBIQ+ AU RWANDA

Rapport diagnostique



medicusmundi
bizkaia







LG D 01076-2023

Titre

**RÉALITÉS ET BESOINS DES PERSONNES LGTBIQ+ AU RWANDA,
rapport diagnostique**

Établi par

**Los equipos: ARDE/KUBAHO, ALDARTE et medicusmundi Bizkaia
et Araba**



Janvier 2023, Kigali, Gisenyi, Gasteiz, Bilbao

Avec la collaboration de

Agence basque de Coopération au Développement



GARAPENERAKO
LANKIDETZAREN
EUSKAL AGENTZIA
AGENCIA VASCA DE
COOPERACIÓN PARA
EL DESARROLLO



EUSKO JAURLARITZA
GOBIERNO VASCO

Conception et illustrations

FEMGARABAT .

RÉALITÉS ET BESOINS DES PERSONNES LGTBIQ+ AU RWANDA

Rapport diagnostique



01	INTRODUCTION	8
02	PRÉSENTATION	10
	LE CONTEXTE RWANDAIS	12
	Aspects politiques	13
	Aspects financiers	13
03	Aspects législatifs	14
	Aspects sociaux et communautaires	14
	Aspects religieux	15
	APPROCHE THÉORIQUE : les personnes LGTBIQ+ au Rwanda	16
	Introduction	16
04	Comme une attitude moralisatrice et conservatrice	17
	Comme une manière d'établir un dialogue et de remettre en cause les codes occidentaux sur la diversité sexuelle et de genre	19
	LA MÉTHODOLOGIE UTILISÉE	20
	Phase 1 Préparation du travail de terrain	20
05	Phase 2 : Travail de terrain	23
	Phase 3 : Analyse des informations obtenues et réalisation du rapport diagnostique	24
	PROFIL DES PERSONNES PARTICIPANT AU PROCESSUS DIAGNOSTIQUE	25
06	Personnes LGTBIQ+ qui répondent au questionnaire EN LIGNE	25
	Organisations et collectifs participant en groupes témoins et à des entretiens individuels	26



07

ANALYSE DES PROBLÉMATIQUES ET DES BESOINS DES PERSONNES LGTBIQ+ QUI VIVENT AU RWANDA	27
Situation générale des personnes LGTBIQ+	27
Invisibilité des personnes LGTBIQ+	31
Existence de préjugés et de stéréotypes négatifs : la diversité culturelle et de genre comme tabou	33
Discrimination – violence par domaines	34
Violence explicite	38
La police : «ne sait pas», «n'a pas d'opinion»	39
Approche du collectif/absence d'associations LGTBIQ+	40
Discours de haine : qui l'encourage?	42

08

L'AVENIR	43
-----------------	-----------

09

CONCLUSIONS SOUS FORME DE RÉFLEXIONS PARTAGÉES	44
Concernant les personnes LGTBIQ+	44
Concernant l'organisation sociale	45

10

BIBLIOGRAPHIE	47
----------------------	-----------

11

ANNEXES	48
ANNEXE 1 : Questionnaire en ligne	48
ANNEXE 2 : Résultat du questionnaire en ligne	49
ANNEXE 3 : Scénario entretien personnes LGTBIQ+	53
ANNEXE 4 : Scénario entretien personnes non LGTBIQ+	55
ANNEXE 5 : Scénario entretien personnes organisations et/ou entités	56
ANNEXE 6 : Scénario Questions spécifiques pour les deux	57



01

INTRODUCTION

Le Rwanda est confronté à des défis considérables dans le domaine des droits et de l'égalité du collectif LGTBIQ+. Bien que le Code pénal ne prévoise aucune peine condamnant les actes sexuels ou les relations entre des personnes de même sexe, que la Constitution soutienne l'égalité entre les sexes et interdise la discrimination, et que le pays ait signé des déclarations internationales de protection des droits LGTBIQ+, le collectif LGTBIQ+ souffre encore d'un manque considérable d'acceptation sociale et de protection légale dans le pays des mille collines.

Le Rwanda présente une grande densité de population et une division très marquée entre le monde rural et urbain. Dans sa culture, l'unité familiale constitue une valeur fondamentale et c'est dans ce domaine que le collectif LGTBIQ+ subit la discrimination la plus importante. Dans le domaine religieux, essentiellement de tradition chrétienne, les croyances religieuses et les leaders influencent l'opinion publique, en contribuant à générer des attitudes de rejet vis-à-vis des personnes LGTBIQ+. S'agissant de l'éducation, les taux de scolarisation du pays sont élevés, mais la reproduction d'attitudes et de dynamiques de rejet et de marginalisation du collectif perdure.

Dans ce contexte, le présent rapport diagnostique expose une courte analyse de la situation du collectif LGTBIQ+ au Rwanda. Il s'inscrit dans le cadre du projet intitulé *“Création d'une transformation sociale de la violence symbolique et de la diversité sexuelle et de genre dans le domaine de l'éducation, de la santé et universitaire, à partir d'une optique locale et globale. Phase II”* de **medicusmundi** Bizkaia, financé par l'Agence basque de Coopération au Développement, qui a pour objectif de promouvoir le processus de transformation sociale en favorisant une attitude critique dans le domaine de l'éducation, universitaire, de la santé et social. L'objectif du projet est d'aborder la violence symbolique et la phobie vis-à-vis du collectif LGTBIQ+ à partir d'une optique féministe, intersectionnelle et qui respecte les Droits Humains, basée sur trois axes:

1. consolider les connaissances critiques sur la violence symbolique et la diversité sexuelle dans les établissements scolaires et les universités, en remettant en cause les stéréotypes et en promouvant une éducation inclusive,
2. consolider les connaissances critiques sur la violence symbolique et la diversité sexuelle dans le domaine de la santé par la mise en œuvre de capacités et de mécanismes non régulateurs,
3. créer des espaces pour générer des connaissances, des prises de conscience et des échanges sur la diversité sexuelle et les violences machistes, en impliquant des entités du Nord et du Sud Global pour favoriser l'émergence de réseaux et d'alliances.

Dans ce rapport, **medicusmundi** Bizkaia se concentre, en appliquant cette optique, à promouvoir une transformation sociale basée sur la réflexion critique, le respect des Droits Humains et la prise en considération des perspectives féministes et intersectionnelles. Dans ce cadre d'action, l'examen de la réalité du collectif LGTBIQ+ au Rwanda a pour but de contribuer à l'articulation de propositions capables d'influencer la politique, de dénoncer et de créer des réseaux favorisant une société plus inclusive et respectueuse de la diversité sexuelle et de genre.

Un travail sur le terrain a été mené au Rwanda afin d'établir le rapport diagnostique présenté dans les pages qui suivent. La méthodologie utilisée est basée sur l'utilisation de questionnaires, sur des entretiens réalisés en profondeur avec des groupes témoins, menés par le partenaire

local ARDE/KUBAHO, en collaboration avec ALDARTE, **medicusmundi** Bizkaia et **medicusmundi** Araba.

Ce rapport diagnostique permet d'observer un panorama préliminaire de la situation de ce collectif dans le pays à travers la description des principales problématiques et situations auxquelles les intéressés sont confrontés. La communauté LGTBIQ+ au Rwanda subit une discrimination importante, ne bénéficie pas d'une protection effective et voit bafoués ses droits à une vie saine et digne. L'invisibilité et le manque de soutien social et familial sont des aspects qui inquiètent et qui affectent ces personnes. Elles sont nombreuses à préférer rester dans l'anonymat par peur d'être discriminées ou de subir des violences. C'est cela qui empêche la création d'organisations et l'unité à l'intérieur du collectif. Le rapport révèle également l'existence de préjugés et de stéréotypes négatifs ancrés dans la société rwandaise, liés notamment à des questions culturelles et religieuses qui alimentent des attitudes de rejet vis-à-vis du collectif. Tout cela s'est traduit par des niveaux élevés de discrimination et de violence dans le domaine familial, communautaire et dans le monde du travail.

Finalement, ce rapport diagnostique rappelle qu'il est important de comprendre la diversité sexuelle et de genre dans le contexte rwandais, sans imposer de codes culturels occidentalistes et en promouvant une approche locale et globale basée sur la protection des Droits Humains afin de créer une transformation sociale. Sont incluses dans ce rapport les voix et les recommandations mises en avant par ce collectif rwandais pour obtenir une amélioration de sa qualité de vie à travers le respect de ses droits, la création d'associations pour la défense et l'influence politique, ainsi que la sensibilisation de la société rwandaise sur la diversité sexuelle et de genre, la violence symbolique et la phobie vis-à-vis du collectif LGTBI+.

02

PRÉSENTATION

Cette analyse s'inscrit dans le cadre du projet intitulé «*Création d'une*

transformation sociale de la violence symbolique et de la diversité sexuelle et de genre dans le domaine de l'éducation, de la santé et universitaire, à partir d'une optique locale et globale». Un projet d'Éducation pour la Transformation Sociale, financé par l'Agence basque de Coopération, aspirant à promouvoir un **processus de transformation sociale au travers de l'attitude critique dans le domaine de l'éducation, universitaire, de la santé et social, pour la prévention de la violence symbolique et l'intégration de la diversité sexuelle et de genre**, à partir d'une optique féministe, locale et globale, s'inscrivant dans le respect des Droits Humains et basée sur **3 axes d'intervention**:

- consolider les connaissances critiques sur la violence symbolique et la diversité sexuelle et de genre **dans le domaine de l'éducation et universitaire**, en mettant en œuvre des mesures de prévention à partir d'une approche féministe, intersectionnelle et non régulatrice,
- consolider les connaissances critiques sur la violence symbolique et la diversité sexuelle et de genre, et acquérir des compétences et des outils de prévention **dans le domaine de la santé** à partir d'une approche féministe, intersectionnelle et non régulatrice,
- construire des **espaces de prise de conscience, de réflexion et d'échanges d'apprentissages entre les entités du Nord et du Sud Global** sur la diversité sexuelle et de genre, ainsi que sur les violences machistes, à partir d'une approche féministe, intersectionnelle et non régulatrice.

C'est dans le cadre de ce dernier axe d'intervention qu'a été conçue l'analyse réalisée au Rwanda, dont nous présentons ici les conclusions préalables. Cette analyse a été réalisée par l'O.N.G. Rwandaise ARDE/KUBAHO en collaboration avec **medicumundi** Bizkaia, **medicumundi** Araba et ALDARTE.

Nous remercions toutes les personnes, les organisations et les entités qui ont participé à ce processus pour leur temps et leur intérêt. Sans elles, ce diagnostic n'aurait pas été possible.



03

LE CONTEXTE RWANDAIS

Le Rwanda est un pays situé dans les Grands Lacs africains, dont la capitale est Kigali. C'est l'un des pays les plus denses en termes de population de la région africaine.

Même si l'histoire de ce pays fait souvent uniquement référence au génocide perpétré contre les Tutsis de 1994, la population rwandaise vivait en harmonie, avant la colonisation, répartie dans trois groupes ethniques selon leur niveau économique (Hutu, Tutsi et Twa). Les pays colonisateurs ont divisé la population rwandaise en 3 classes, auxquelles étaient attribués différents niveaux de pouvoir. Cette organisation a créé des tensions politiques et ethniques qui ont perduré pendant la première République (1961 - 1973), la deuxième République (1973 - 1994) et ensuite pendant le génocide contre les Tutsis.

Le génocide perpétré contre les Tutsis de 1994 a entraîné l'extermination d'une grande partie de la population. On calcule que plus d'un million de personnes ont été assassinées.

ASPECTS POLITIQUES

La politique actuelle du Rwanda est fortement influencée par les conséquences du génocide contre les Tutsis de 1994 et l'instabilité de la région des Grands Lacs. Lors des dernières élections présidentielles, qui se sont tenues en 2017, l'actuel président Paul Kagame, du parti « Front Patriotique Rwandais », a été réélu à la majorité pour un troisième mandat de sept ans. Il continue de présider le pays depuis qu'il a été élu en 2003. Par ailleurs, la constitution rwandaise défend le principe d'égalité de genre dans la politique, et il est important de souligner que 61 % des parlementaires sont des femmes.

En 2016, pendant la visite du président du Rwanda Paul Kagame aux États-Unis, les journalistes ont profité de l'occasion pour lui demander son opinion sur les droits des personnes LGTBIQ+ dans son pays. Il a répondu: *"Cela n'a jamais été un problème pour nous et nous n'avons pas l'intention de convertir ce sujet en un problème. Actuellement, nous sommes en train de lutter pour trouver des solutions à plusieurs problèmes. Et comme je l'ai dit, nous voulons que tout le monde participe. Cela signifie que nous aimerions nous soutenir mutuellement. Cela nous aidera pour que tout le monde puisse vivre en harmonie."*¹

ASPECTS FINANCIERS

Il existe une inégalité sociale grave causée par les politiques économiques néolibérales adoptées par le gouvernement rwandais. Le revenu annuel moyen du pays était de 704 € euros per capita en 2021.² Le revenu global estimé par femmes représente 61 % de celui des hommes³. 38,2 % de la population vit sous le seuil de pauvreté⁴. La plupart de la population rwandaise vit de l'agriculture et de l'élevage, qui sont principalement des activités de subsistance.

1 "L'homosexualité n'est pas la préoccupation du mandat", selon le président Paul Kagame - Association STOP HOMOPHOBIE | Information - Prévention - Assistance aux victimes. <https://www.stopmophobie.com/lhomosexualite-n'est-pas-la-preoccupation-du-rwanda-souligne-le-president-paul-kagame/>

2 Rwanda : Économie et démographie <https://datosmacro.expansion.com/paises/ruanda>

3 Rwanda-Rentes femmes <https://es.frwiki.wiki/wiki/Rwanda>

4 Banque mondiale-Rwanda Country Profile 2021 <https://databank.worldbank.org/views/reports/reportwidget.aspx?Report—Name=CountryProfile&Id=b450fd57&tbar=y&dd=y&inf=n&zm=n&country=RWA>

ASPECTS LÉGISLATIFS

Le code pénal du Rwanda ne prévoit aucune peine condamnant les actes sexuels consentis entre les personnes de même sexe. Le pays est régi par la Constitution de 2003 (révisée en 2015), dont les articles 15 et 16 établissent l'égalité des citoyens rwandais devant la loi, en disposant que *"tous types de discrimination et leur propagande pour des raisons quelles qu'elles soient, telles que l'origine ethnique, familiale ou liée aux ancêtres, le clan, la couleur de peau ou la race, le sexe, la région, la classe sociale, la religion ou la foi, les opinions, la fortune, les différences culturelles, la position économique, un handicap physique ou mental et toute autre forme de discrimination sont interdits et punis par la loi."*

En 2011, le gouvernement rwandais a signé la déclaration conjointe des Nations-Unies condamnant la violence contre les personnes LGBTIQ+. Il a également signé la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples.

ASPECTS SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

Le Rwanda est l'un des pays les plus denses en termes de population en Afrique. Cette surpopulation entraîne une surexploitation agricole et un manque significatif de terres cultivables, ce qui affecte l'alimentation et détériore les conditions d'hygiène, d'assainissement et de qualité de l'eau.

La société est aussi en grande partie rurale : 82,7 % de la population vit à la campagne et 17,3 % en ville. Par ailleurs, les femmes souffrent davantage du machisme et de la discrimination dans le monde rural, même si le gouvernement met des efforts sur l'égalité aux propriétés familiaux comme la terre entre l'homme et la femme. Elles ont également plus de difficultés pour obtenir leur indépendance financière par rapport aux femmes qui vivent en ville.⁵

La société rwandaise est profondément marquée par les processus colonisateurs (y compris la néo-colonisation), par l'expansion de différentes églises et par le génocide perpétré contre les Tutsis de 1994.

L'unité familiale ou *inzu* est une valeur fondamentale de la culture du pays, puisque c'est au travers du mariage que commence la famille. Le fait d'avoir des descendants est considéré comme un devoir social im-

5 <http://www.pensamientocritico.org/ruanda-una-utopia-feminista/>



portant, encore imprégné de colonialisme et de religion.

Le Rwanda possède un taux de scolarisation élevée, puisque l'école primaire et les premières années de l'enseignement secondaire sont gratuites et obligatoires.⁶ Toutefois, il existe une brèche dans l'accès à l'éducation entre le monde rural et le monde urbain, qui s'aggrave dans le cas des femmes. 64,7 % des femmes de 15 ans ou plus savent lire et écrire contre 76,3 % chez les hommes.⁷

Même si le Rwanda est devenu une référence mondiale dans l'approbation de lois en matière d'égalité de genre, dans la pratique, la société reste machiste et patriarcale.

ASPECTS RELIGIEUX

La religion chrétienne est fortement ancrée dans les croyances du Rwanda. La majorité de la population (56 %) pratiquent la religion catholique, puis viennent les protestants (37,7 %), les adventistes (11,8 %) et dans une moindre mesure la religion musulmane, les témoins de Jéhovah et les personnes qui ne pratiquent aucune religion.

Par le biais de l'opinion publique, les fondamentalismes religieux alimentent les violations des droits humains dans la vie sociale et politique dans le pays des mille collines. En 2007, l'archevêque de l'église épiscopale du Rwanda a qualifié l'homosexualité de "génocide moral contre la culture rwandaise, puisque la sexualité ne doit exister que dans les limites du mariage entre un homme et une femme"⁸ Ce type de déclaration a pour effet de rendre encore plus vulnérable la situation des personnes LGTBIQ+, qui sont souvent accusées d'attirer les malheurs, de n'avoir aucune morale, ni aucun lien avec la culture rwandaise.

6 Banque mondiale-Rwanda Country Profile 2021 <https://data.worldbank.org/country/rwanda>

7 <https://es.fr.wiki.wiki/wiki/Rwanda#Femmes>

8 <https://hmong.es/wiki/LGBT-rights-in-Rwanda>

04

APPROCHE THÉORIQUE : les personnes LGTBIQ+ au Rwanda

INTRODUCTION

Ce processus diagnostique réalisé au Rwanda représentait une très grande opportunité de créer un lien entre deux organisations, l'une local (ARDE/KUBAHO) et l'autre de Bilbao (ALDARTE), qui n'aurait jamais existé sans leur intérêt commun de poser un diagnostic sur le réalité de la diversité sexuelle et de genre dans ce pays. Il faut également souligner que ce processus n'aurait pas été possible sans l'accompagnement de **medicmundi** Bizkaia et Araba.

ALDARTE est une entité qui consacre toute son activité à la diversité sexuelle et de genre (ci-après, « DSG »). La plupart des personnes qui font partie de cette organisation appartiennent au collectif LGTBIQ+. Quant à ARDE/KUBAHO, elle a pour objectif principal de promouvoir les droits humains grâce à l'accès à l'eau, la sécurité alimentaire, l'agriculture durable, la protection de l'environnement, l'émancipation féminine au sein de coopératives, le leadership communautaire, la recherche et l'éducation. Lorsqu'elle a envisagé d'établir ce diagnostic, cette organisation n'avait jamais réalisé de projet en collaboration avec le collectif LGTBIQ+, dont la réalité lui était pratiquement étrangère.

Lorsque les personnes de l'équipe d'ARDE/KUBAHO ont commencé à organiser le travail de terrain pour réaliser le diagnostic, elles se sont rendu compte qu'elles avaient des difficultés à comprendre ce qu'elles ont appelé « L'AFFAIRE », qui est l'euphémisme utilisé par l'organisation pour désigner ce que l'on appelle à Bilbao la réalité LGTBIQ+ et ses définitions. Comme c'était la première fois que ce thème de l'« affaire » était abordé dans l'équipe, elles ont constaté que différentes perceptions coexistaient au sujet de la signification de cette réalité. Cela impliquait plusieurs défis.

Les personnes qui ont participé à ce processus diagnostique ont constaté que leur expérience personnelle n'était pas suffisante pour

atteindre le niveau de réflexion nécessaire. Ainsi, elles ont dû déplacer leur perception personnelle vers une vision plus collective afin de pouvoir travailler en équipe sur leur expérience. Les personnes qui font partie du processus ont dû briser leurs propres tabous et préjugés. En général, elles ont observé qu'il existait une incompréhension de la réalité et qu'il fallait la comprendre ensemble pour poser le diagnostic. Pour cela, elles ont eu plusieurs conversations afin de comprendre ce à quoi l'« affaire » faisait exactement référence. Elles se sont aussi informées en lisant plusieurs documents sur la réalité LGTBIQ+ qu'elles souhaitaient aborder.

Le mot fréquemment utilisé au Rwanda par les personnes qui font partie du collectif LGTBIQ+ est *Umusangirangendo*, qui pourrait être traduit en français par «*compagnons de voyage*» ou «*collègues de voyage*». Cependant, l'«*affaire*» est l'euphémisme choisi par les membres de l'équipe ARDE/KUBAHO pour parler d'une réalité qui a été difficile à aborder, ce dont ils sont conscients, et dont ils ont encore du mal à parler. Il est possible de comprendre l'utilisation de ce mot de différentes manières, qui ne sont pas nécessairement contradictoires:

COMME UNE ATTITUDE MORALISATRICE ET CONSERVATRICE:

Appeler cette réalité en la dénommant «*l'affaire*» pourrait refléter la gêne ressentie lorsqu'une personne prononce directement les sigles qui définissent les personnes LGTBIQ+. Il s'agirait d'une échappatoire pour ne pas dire à voix haute des mots tels que lesbienne, homosexuel, gay, queer, etc., ou sexe ou sexualité.

On retrouve cette gêne dans les attitudes moralistes et conservatrices présentes dans la société rwandaise. Elles sont le résultat de processus de colonisation en Afrique, qui ont implanté de manière brutale et autoritaire une vie organisée autour de nouvelles croyances et basée sur la religion judéo-chrétienne. Les conséquences de cette imposition sont la déstructuration et la destruction des valeurs ancestrales des peuples du continent africain, la construction de désirs interdits et l'imposition d'un ordre hétéronormatif et patriarcal. Les pays colonisateurs ont imposé dans les colonies africaines leurs lois sur la sodomie et les délits antinaturels, qui sont encore en vigueur aujourd'hui dans certains pays d'Afrique.

La haine à l'homosexuel est une vieille histoire et, à l'exception de cer-

taines nuances culturelles, nous pouvons affirmer qu'il s'agit d'une vieille histoire européenne (Rubio Llona, 2017)⁹. Selon cet auteur, les causes qui ont donné naissance à une homophobie d'État institutionnalisée en Afrique, et en particulier au Rwanda, doivent être recherchées dans cette condamnation coloniale de la diversité sexuelle, dans son processus de légitimation postérieur, ainsi que chez les principaux agents qui favorisent et canalisent aujourd'hui les comportements haineux et de rejet envers les personnes LGTBIQ+ au Rwanda, à savoir les institutions de l'État elles-mêmes, les leaders fondamentalistes religieux et les médias.

Si l'on veut parler de l'homophobie en Afrique, il faut examiner le passé et, par conséquent, mettre en avant la responsabilité des colonies européennes dans son extension et sa légitimation (Rubio Llona, 2017). La colonisation morale de l'Afrique à l'égard de la diversité sexuelle perdure encore aujourd'hui.

La condamnation sociale de la diversité sexuelle au Rwanda incite la majorité de la population à se définir comme étant hétérosexuelle, puisque l'homosexualité est un grand tabou associé à la décadence, la dépravation occidentale et fait l'objet d'une stigmatisation féroce. Les personnes qui ont des relations sexuelles avec d'autres individus du même sexe sont détestées et/ou critiquées. Leur comportement est qualifié de délictueux et ne représente pas les valeurs culturelles de la société rwandaise.

9 Rubio Llona, Aimar, (2017) Homophobie d'État et diversité sexuelle en Afrique Histoire d'un combat, Institut d'Études sur le Développement et la Coopération Internationale, Cahiers de travail / Lan-Koadernoak • Hegoa, n° 73. <https://publicaciones.hegoa.ehu.eus/uploads/pdfs/337/Cuadernos—Hegoa—n%C2%BA73.pdf?1506068650>



COMME UNE MANIÈRE D'ÉTABLIR UN DIALOGUE ET DE REMETTRE EN CAUSE LES CODES OCCIDENTALISTES SUR LA DIVERSITÉ SEXUELLE ET DE GENRE:

Après la mise en place d'une dynamique horizontale d'échange de l'information, des conversations sur «*l'affaire*» ont émergé dans l'équipe d'ARDE/KUBAHO. Les personnes qui en font partie sont alors parvenues à une position commune sur le thème de la diversité sexuelle et de genre. Ainsi, elles ont pu se montrer plus fortes lorsqu'elles sont sorties à l'extérieur, pour rencontrer d'autres individus qui allaient jouer un rôle important dans le diagnostic qu'elles souhaitaient réaliser et pour commencer le travail de terrain.

En tant qu'organisation du Nord, ALDARTE a maintenu depuis le début du processus une position d'accompagnement d'ARDE/KUBAHO, en évitant d'imposer des codes occidentalistes sur les expériences sexuelles et de genre.

La globalisation des identités et des luttes pour obtenir les droits LGTBIQ+ s'étend avec force, mais à partir d'une vision occidentale, universelle et homogénéisante. Ainsi, de nombreuses réalités sexuelles et de genre existant dans le tissu social, culturel et politique spécifique ont tenté de s'adapter aux codifications LGTBIQ+ occidentalistes qui, en général, sont extrêmement binaires et ne parviennent pas à capter d'autres conceptions du monde sur les corps, la sexualité et les genres.

L'essai de L. Picq montre que *la colonisation sexuelle réprime des sexualités indigènes, en régulant les expériences sexuelles et de genre, en forçant les peuples indigènes à exister dans les limites des codes occidentaux hétéronormatifs, soit en adoptant des principes chrétiens hétérosexuels, soit en imposant des codes LGBT* (Manuela L. Picq, 2020)¹⁰. L'utilisation du mot « affaire » pour faire référence et décrire une réalité que l'on appelle LGTBIQ+ à Bilbao, peut être comprise comme une volonté d'établir un dialogue et de remettre en question les codes occidentalistes sur la diversité sexuelle et de genre, de tisser non seulement des réseaux spécifiques de réponses contre un système politique, religieux et culturel qui opprime et condamne la diversité sexuelle et de genre, mais aussi de construire des codes propres pour représenter de la meilleure manière possible cette diversité.

10 L. Picq, Manuela, (2020) La colonisation des sexualités indigènes : entre spoliation et résistance, v. 10, n. 1 p. 13-34, Contemporánea, <http://dx.doi.org/10.4322/2316-1329.126>

05

LA MÉTHODOLOGIE UTILISÉE

Nous souhaitons souligner certaines questions qui ont été fondamentales pour établir la méthodologie de travail utilisée pour poser ce diagnostic:

- ALDARTE et ARDE/KUBAHO sont des entités qui travaillent ensemble pour la première fois, et il était par conséquent très important, surtout au début, d'établir et de créer entre elles un espace de connaissance mutuelle et de confiance.
- L'entité locale ARDE/KUBAHO a apporté sa grande connaissance du contexte rwandais. De même, la communication entre les quatre entités, à savoir **medicmundi** Bizkaia et Araba, ALDARTE et ARDE/KUBAHO, devait absolument être fluide et constante, ce qui a permis d'adapter la méthode de travail et de définir collectivement le choix des outils de travail utilisés sur le terrain, mais aussi la manière de réaliser les entretiens en profondeur.

La communication entre les entités a été réalisée grâce à des réunions en ligne (plate-forme Zoom), d'e-mails et de WhatsApp. Au total, 11 réunions en ligne ont été organisées.

La méthodologie utilisée se divisait en trois phases:

PHASE 1: PRÉPARATION DU TRAVAIL DE TERRAIN

Plusieurs réunions ont eu lieu au travers de la plate-forme Zoom pour convenir de la thématique et de l'objet sur lesquels porterait le travail de terrain : les objectifs, le contenu et les outils de collecte de l'information.

Ces premières réunions ont servi à donner du temps et de l'espace à ARDE/KUBAHO pour décrire la réalité du contexte rwandais concernant la diversité sexuelle et de genre, afin de pouvoir ajuster et préciser les instruments et les outils à utiliser pendant le travail de terrain. Il était fondamental d'écouter l'expérience de l'entité locale et ses réflexions sur la thématique, les éventuelles difficultés, la capacité de l'entité pour

mener à bien le travail sur le terrain (moyens personnels, matériels, techniciens, etc.)

Les outils utilisés pendant cette phase ont été les suivants:

Questionnaire en ligne. (Voir Annexe 1 : Questionnaire en ligne)

Les entités ont convenu que la première source de collecte de l'information serait la réalisation de questionnaires en ligne qui pourraient être envoyés au numéro de portable des personnes connues et des contacts d'ARDE/KUBAHO. Un projet/proposition a été réalisé par AL-DARTE et a été envoyé par e-mail à **medicmundi** Bizkaia, **medicmundi** Araba et ARDE/KUBAHO. Il a été traduit en français et retravaillé jusqu'à l'obtention du texte définitif. Conformément à la recommandation de l'entité locale, le questionnaire final a été publié dans kinyarwanda pour obtenir une diffusion plus importante.

Le questionnaire a été répondu par 30 personnes. Leurs réponses ont constitué la première source d'information pour réaliser ce diagnostic. (Voir Annexe 2 : Résultats du questionnaire en ligne).

Entretiens en profondeur

Un autre outil utilisé pour obtenir des informations a été la réalisation d'**entretiens en profondeur** avec des personnes issues de la diversité sexuelle et de genre, des personnes n'appartenant pas au collectif et avec des entités et/ou des associations de Droits Humains (ci-après, les « DH ») susceptibles de connaître le sujet et d'englober des domaines très différents, comme le domaine religieux ou la police. (Voir les Annexes 3, 4, 5 et 6 qui contiennent les divers scénarios utilisés dans les entretiens).

Préalablement, ARDE/KUBAHO a effectué un travail d'identification des personnes et des entités de Kigali et Gisenyi, en recueillant les données de 43 personnes et de 5 entités. Il est important de relever que toutes les personnes qui ont participé au projet ont préféré garder l'anonymat. C'est la raison pour laquelle les données personnelles des participants n'ont pas été recueillies, mais uniquement leur situation géographique et leur âge. Certaines personnes ont donné des «surnoms» ou des «noms de code».

Lors d'une réunion tenue sur la plate-forme Zoom, les quatre entités impliquées dans ce diagnostic ont validé le questionnaire et ont décidé d'établir deux groupes témoins, l'un à Kigali et l'autre à Gisenyi.



Atelier formation ARDE/KUBAHO

Le 30 juin 2022, un atelier de formation s'est tenu pour procéder aux entretiens auxquels ont participé deux femmes d'ALDARTE, une femme de **medicmundi** Bizkaia, une femme de **medicmundi** Araba et sept personnes d'ARDE/KUBAHO chargées de réaliser les entretiens (six hommes et une femme, parmi lesquels étaient présents un psychologue et une infirmière). Cet atelier a été réalisé sur la plate-forme Zoom.

Ont été abordés différents thèmes comme la confidentialité, l'obtention d'images des personnes participantes, la sauvegarde de leur sécurité pour éviter qu'elles ne soient identifiées, l'enregistrement de vidéos et/ou d'audios les concernant et la façon de procéder (de manière individuelle ou en groupe, la durée des enregistrements, etc.).

De même, d'autres aspects importants ont été traités pendant les entretiens:

- créer un espace de confiance et d'empathie avec la ou les personne(s) à interviewer,
- respecter la liberté de répondre ou pas à toutes les questions ou à certaines d'entre elles, que faire si quelqu'un éprouve des difficultés pour parler de ce sujet et comment mener l'entretien en cas de problème.
- flexibilité lors de la réalisation du questionnaire : celui-ci per-



met d'orienter l'entretien, mais il importe peu si la personne concernée ne souhaite pas répondre à certaines questions ou s'il n'est pas possible de le terminer,

- il est important de donner du temps à la personne pour parler des thèmes qui peuvent être compliqués à aborder, surtout pour les personnes appartenant au collectif de la diversité sexuelle et de genre,
- exposer les peurs et les incertitudes des personnes chargées de réaliser les entretiens puisque c'est un travail qu'elles n'ont jamais effectué.

PHASE 2: TRAVAIL DE TERRAIN

L'équipe de l'entité locale ARDE/KUBAHO a procédé aux entretiens et a animé les groupes témoins.

Une enquête en ligne a été réalisée, à laquelle 30 personnes et 4 groupes témoins au total ont répondu de manière anonyme, répartis comme suit: 2 à Kigali, 2 à Gisenyi et 15 entretiens individuels.

Une relation de confiance s'est établie, ce qui a permis à toutes les personnes de participer librement. Au début, la communication n'était pas fluide, mais un espace sécurisé et de confiance s'est progressivement créé, où les participants ont pu s'exprimer normalement.

Toutes les questions posées dans les groupes portaient sur les expériences, les besoins et les demandes du collectif LGTBIQ+ au Rwanda, la situation dans laquelle il se trouve, les violences spécifiques et potentielles et les recommandations pour améliorer les différentes conditions de vie.

Le travail de terrain a permis de recueillir, d'une part, les opinions des personnes appartenant au collectif de Kigali, de Gisenyi et de trois organisations qui travaillent avec le collectif (ayant une couverture nationale) et, d'autre part, celles de personnes qui n'appartiennent pas au collectif, aux organisations et aux institutions, et qui n'ont aucun lien avec le collectif à Kigali et Gisenyi.

PHASE 3: ANALYSE DES INFORMATIONS OBTENUES ET RÉALISATION DU RAPPORT DIAGNOSTIQUE

Cette phase a été réalisée conjointement avec les entités. Dans un premier temps, ARDE/KUBAHO a envoyé au reste des entités le matériel obtenu à partir du travail de terrain : vidéos des entretiens de diverses personnes (de la diversité sexuelle et de genre et dans le domaine religieux et de la santé), ainsi que la transcription des témoignages recueillis auprès des personnes LGTBIQ+.

En octobre 2022, ARDE/KUBAHO a réalisé un premier document contenant les conclusions préliminaires qui ont servi de base au premier projet de diagnostic réalisé par ALDARTE. Elle l'a ensuite renvoyé à l'entité locale pour qu'elle l'évalue et le vérifie.

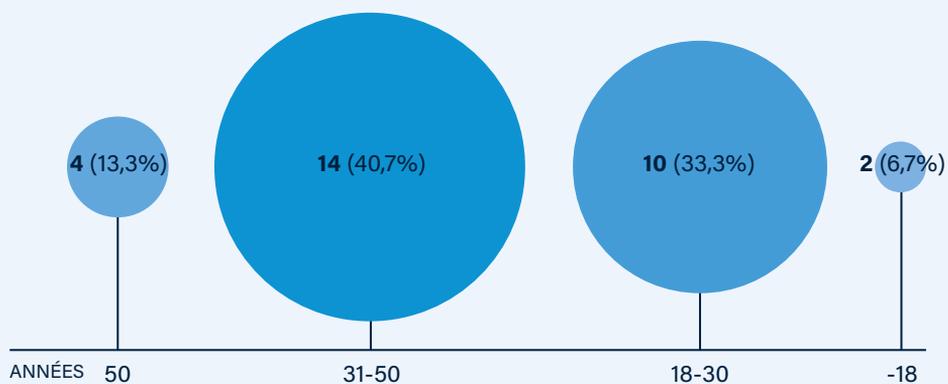
En décembre, les quatre entités ont révisé le projet et ont apporté leurs dernières précisions. ALDARTE a réécrit le rapport diagnostique en intégrant les résultats de la vérification et des débats.

06

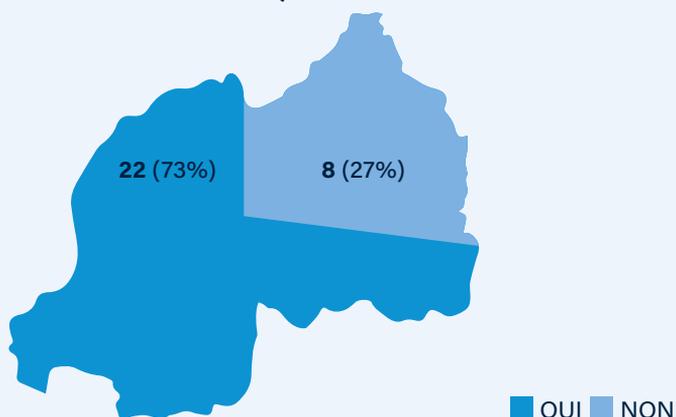
PROFIL DES PERSONNES PARTICIPANT AU PROCESSUS DIAGNOSTIQUE

1. PERSONNES LGTBIQ+ QUI RÉPONDENT AU QUESTIONNAIRE EN LIGNE:

Âge

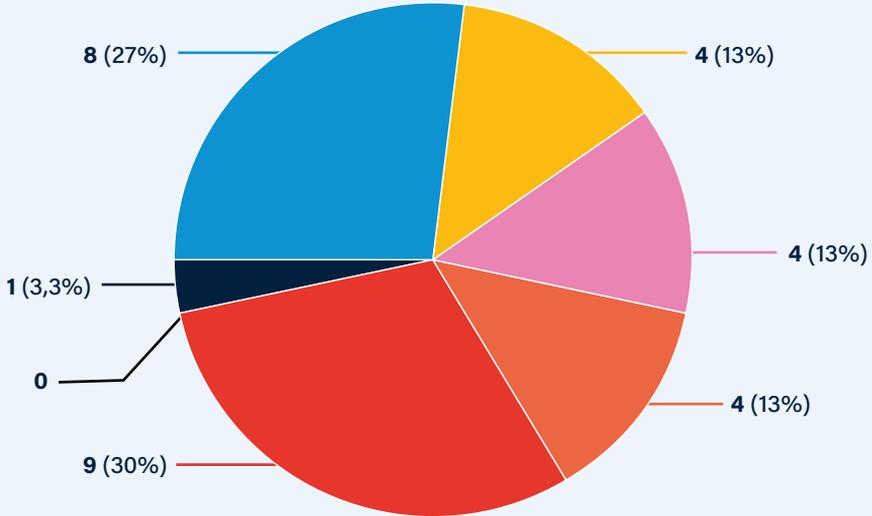


Vous appartenez au collectif LGTBIQ+ ?



Si oui, comment vous identifiez-vous?

■ L ■ G ■ T ■ B ■ I ■ Q ■ autres



2. ORGANISATIONS ET COLLECTIFS PARTICIPANT EN GROUPES TÉMOINS ET À DES ENTRETIENS INDIVIDUELS :

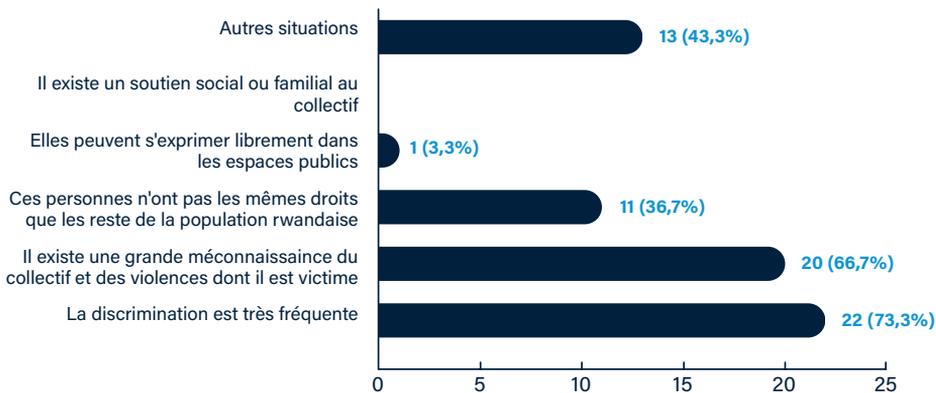
GROUPE / LIEU	NOMBRE DE PARTICIPANTS	F/H/A	ÂGE MOYEN
Personnes appartenant au collectif LGTBIQ+/Gisenyi	5	4 femmes 1 hommes	26 ans
Personnes appartenant au collectif LGTBIQ+/Kigali	4	2 femmes 2 hommes	28,7 ans
Organisations qui travaillent avec le collectif LGTBIQ+ (avec couverture nationale)	5	2 femmes 3 hommes	42,5 ans
Personnes n'appartenant pas au collectif LGTBIQ+/Gisenyi Organisations et institutions sans lien avec le collectif LGTBIQ+/Gisenyi	6	2 femmes 4 hommes	51,6 ans
Personnes n'appartenant pas au collectif LGTBIQ+/Kigali Organisations et institutions sans lien avec le collectif LGTBIQ+/Kigali	5	1 femme 4 hommes	38,2 ans

07

ANALYSE DES PROBLÉMATIQUES ET DES BESOINS DES PERSONNES LGTBIQ+ AU RWANDA

SITUATION GÉNÉRALE DES PERSONNES LGTBIQ+

Cette section présente un panorama général de la situation dans laquelle se trouvent les personnes appartenant au collectif LGTBIQ+. Lorsque les questions ont été posées à travers le questionnaire en ligne, les personnes qui ont participé ont bien décrit leur situation, ce qui peut être constaté sur le graphique 1.



Graphique 1.

À la question : *Quelle est la situation du COLLECTIF LGTBIQ + dans le contexte rwandais?* Les personnes qui ont répondu au questionnaire en ligne ont très bien décrit la situation compliquée et difficile qu'elles vivent, en confirmant l'existence de circonstances hostiles et d'insécurité. Quelques conclusions:

Elles sont victimes de discrimination

73,3 % des personnes considèrent que la discrimination est très présente. La diversité sexuelle et de genre est un thème tabou dans la culture rwandaise et les personnes LGTBIQ+ subissent une discrimination très forte. Même si la Constitution rwandaise interdit tout type de discrimination quelle qu'en soit l'origine, et prévoit l'égalité pour tous les citoyens devant la loi, ces dispositions ne sont pas appliquées dans la réalité puisque le respect envers la diversité est inexistant. Les normes constitutionnelles ne sont pas accompagnées de textes légaux qui permettraient de protéger, soutenir, prévenir et empêcher de manière efficace cette discrimination.

Au Rwanda, il n'existe pas de campagnes institutionnelles de sensibilisation qui pourraient dénoncer et déconstruire les stéréotypes et les préjugés sociaux. En effet, ces derniers participent à la stigmatisation des personnes LGTBIQ+, qui sont accusées en permanence par la population de tous les maux qui s'abattent sur la société.

Les règles morales et l'homophobie ancrée dans la société génèrent un climat de violence et de discrimination imprévisible pour toutes les personnes qui ne sont pas en phase avec l'hétéronormativité.

Il existe une grande méconnaissance des personnes LGTBIQ+ et des violences dont elles sont victimes

Comme cela sera expliqué plus bas, les personnes et les collectifs consultés racontent de nombreux épisodes de violence qu'ils ont vécus en silence, dans l'invisibilité, tout en supportant l'ignorance de la société. 66,7 % des personnes pensent que la société rwandaise ignore tout des personnes LGTBIQ+ et de la violence qu'elles subissent.

Une méconnaissance qui:

- rend vulnérable à un degré extrême les personnes qui en raison de leur sexualité ou genre n'entrent pas dans le cadre établi, ce qui les expose à une infinité de violences,
- cache et ne reconnaît pas publiquement l'existence des agressions, alors que cette étape est essentielle pour commencer à les connaître et les stopper,
- empêche de connaître le contexte dans lequel ces violences sont commises, d'où elles viennent et combien de personnes

les subissent,

- individualise les personnes qui sont victimes de ces violences, en évitant qu'elles se regroupent et qu'elles répondent collectivement aux violences qu'elles subissent,
- alimente l'impunité des collectifs qui commettent ces violences contre les personnes LGTBIQ+.

Ces personnes n'ont pas les mêmes droits que le reste de la population rwandaise comme s'exprimer librement en matière de leur statut d'orientation sexuelle et du genre

36,7 % des personnes participant au questionnaire en ligne signalent qu'elles n'ont pas les mêmes droits que la population rwandaise. En effet, l'absence de législation condamnant la population LGTBIQ+ au Rwanda ou de recommandations spéciales limitant l'accès à un droit déterminé pour ces personnes, ne garantit pas qu'elles puissent exercer les mêmes droits que le reste de la société. Or, actuellement, les droits comme celui de se marier, de former une famille ou d'adopter sont refusés aux personnes non hétéronormatives.

Il est fréquent que l'exercice de droits ne découle pas d'une non reconnaissance explicite dans la loi. Il faut comprendre qu'avoir un droit est une chose, mais que l'exercer en est une autre, c'est-à-dire le fait de pouvoir utiliser ce droit.

Dans ce rapport, lorsque nous nous référons à des droits, cela peut être compris de deux manières : d'un point de vue purement légal, c'est-à-dire les droits reconnus légalement déjà mentionnés, mais qui ne sont pas reconnus pour les personnes LGTBIQ+ (mariage, adoption, etc.), et les autres droits qui sont liés à la possibilité ou pas de vivre et de s'exprimer librement sur la diversité sexuelle et de genre.

D'où pourraient venir la perception et la conviction que ces personnes ne jouissent pas des mêmes droits ? De la différence mentionnée. Les personnes LGTBIQ+ ont presque les mêmes droits que le reste des citoyens - nous en sommes convaincus -, mais si aucune mesure n'interdit la discrimination vis-à-vis du collectif LGTBIQ+ ou garantit sa protection face au harcèlement, aux détentions arbitraires et aux mauvais traitements de la part de leur entourage, ces droits restent lettre morte, car ils ne peuvent pas être exercés dans les mêmes conditions que le reste de la population rwandaise, en raison des préjugés et des mauvaises pratiques discriminantes qui en découlent.

Dans de nombreux endroits dans le monde, et aussi au Rwanda, le refus de l'exercice de droits aux personnes non hétéronormatives est un refus « social » et non légal, qui a des répercussions directes sur leur façon de vivre leur sexualité ou leur genre. Nous pensons par exemple à l'impossibilité de s'exprimer librement dans les espaces publics ou avec leur entourage:

Pouvoir s'exprimer librement dans les espaces publics

L'espace public fait référence à ces espaces communs que nous partageons : les rues où nous passons et nous promenons, les places, les lieux où nous allons faire les courses (les marchés couverts ou de rue), les lieux de loisirs qui sont aussi des espaces publics, et même les espaces qui sont en permanence configurés sur les réseaux sociaux. Nous passons une grande partie de notre temps dans les espaces publics, qui sont souvent nos lieux de travail.

Les espaces publics peuvent être évalués par l'intensité et la qualité des relations sociales qu'ils peuvent générer, et par leur capacité à offrir aux personnes l'opportunité de se mélanger, de se retrouver et de s'exprimer. Sur le plan culturel, les espaces publics sont indispensables pour obtenir l'intégration des personnes.

Ce sont des lieux privilégiés de l'exercice de la citoyenneté et de l'expression des droits civils, et c'est pour cela qu'il est tout particulièrement préoccupant que seulement 3,3 % des personnes participant au questionnaire ont répondu qu'elles peuvent s'exprimer librement dans les espaces publics. Près de 97 % des personnes interrogées ne peuvent pas le faire, puisque les espaces publics sont des espaces hétérosexuels et que tout le monde est tenu d'y adopter des comportements normatifs.

Sans soutien social ni familial

100 % des personnes interrogées disent qu'elles n'ont pas de soutien social ni familial. Il s'agit d'une information terrible qui rend compte des difficultés vécues par ces personnes et du fait qu'elles ne peuvent pas échapper aux pratiques discriminatoires et violentes, tant dans le domaine privé que public.

Contrairement au domaine public, le manque de soutien dans le domaine privé est plus difficile et complexe à détecter et à aborder. Compte tenu de l'importance culturelle de l'unité familiale ou inzu déjà mentionnée, il est possible d'appréhender le préjudice économique et



social découlant de l'expulsion de ce réseau, de cette communauté, et la souffrance psychique qui en découle pour les personnes LGBTQ+ victimes de cette situation.

De même, et dans la mesure où les femmes jouent un rôle secondaire (toujours en lien avec la reproduction, les tâches domestiques et les soins), on comprend la difficulté d'éviter les mariages forcés ou les violations correctives.

Autres situations vécues

43 % des personnes indiquent avoir vécu d'autres situations sans donner davantage de détails.

INVISIBILITÉ DES PERSONNES LGBTQ+

Il faut tout d'abord préciser que de nombreuses personnes LGBTQ+ ont participé sous un faux nom pour ne pas être identifiées et garantir ainsi leur anonymat, ce qui nous donne un premier aperçu de leur situation.

Les entretiens n'auraient pas pu être menés sans le travail effectué par ARDE/KUBAHO, qui a permis d'assurer la confidentialité et la sécurité des personnes participant au diagnostic. Cela nous donne une idée des problèmes qu'elles sont susceptibles de subir après avoir été identifiées comme appartenant à la diversité sexuelle et de genre, et le risque et la peur d'être vues comme telles.

L'équipe d'ARDE/KUBAHO a fait très attention à la manière d'entrer en contact avec les personnes, au choix des endroits où réaliser les entretiens et enregistrer les vidéos et au processus d'identification des personnes, puisque leurs identités ont été protégées par l'utilisation de faux noms et la distorsion de l'image de leur visage.

Comme nous l'avons dit plus haut, seulement 3,3 % des personnes qui ont répondu au questionnaire en ligne disent pouvoir s'exprimer librement dans les espaces publics. Il est évident que la visibilité manque dans la vie quotidienne de leur diversité et que le contexte que nous avons vu de discrimination dans de nombreux domaines de la société rwandaise, fait que les personnes LGBTQ+ ne s'expriment pas en public et dans leurs entourages les plus intimes. Nonobstant, il est important de remarquer que cela dépend des circonstances de chacun, puisque l'une des personnes interviewées pendant le travail de terrain a dit que: *"Moi, je n'ai pas peur de me montrer comme je suis, ça non ! Je ne me cache pas"*.

Sur la base des témoignages recueillis au cours du travail de terrain, nous pouvons conclure que l'invisibilité constitue une forme d'auto-protection pour éviter les problèmes et les conséquences liés à la discrimination. L'une des personnes interviewées l'exprime comme cela: *"Si nous n'avouons pas notre différence, nous pouvons être tranquilles. Ainsi, les personnes qui commettent des violences arrêtent de le faire et nous pouvons continuer notre chemin"*.

Toutefois, cette invisibilité a un coût élevé, comme la difficulté pour se retrouver, se reconnaître et se rassembler: *"Pour la création d'organisations LGBTQ+, ce n'est pas facile, car nous sommes nombreux à nous cacher"*.

Les personnes LGBTQ+ ne se présentent pas publiquement pour éviter l'ostracisme. Pour cela, elles utilisent des stratégies comme se faire passer pour des ami(e)s quand elles vivent ensemble ou avoir recours à la technique de la dissimulation. L'une des personnes interrogées signale que les personnes LGBTQ+ qu'elle connaît se cachent et, lorsqu'elles vivent ensemble, elles disent qu'elles font partie de la même famille pour occulter la vraie nature de leur relation. Elle ajoute aussi que: *"À mon avis, vivre dans la clandestinité implique des risques"*.

Tous les couples formés par des personnes de même sexe avec lesquels nous parlons nous confirment qu'ils ne sont pas les seuls au Rwanda, qu'il y en a d'autres, mais que beaucoup d'entre eux ont peur de parler et de montrer leur visage en public.

Ce besoin de se cacher est également perçu par d'autres agents sociaux interrogés qui n'appartiennent pas au collectif LGBTQ+: *"Ils sont là, mais ils se cachent, puisqu'ils savent bien qu'ils ne sont pas acceptés par la société. Je connais quelques personnes, mais je ne peux pas dire leurs noms"*.

EXISTENCE DE PRÉJUDICES ET DE STÉRÉOTYPES NÉGATIFS : LA DIVERSITÉ SEXUELLE ET DE GENRE COMME TABOU

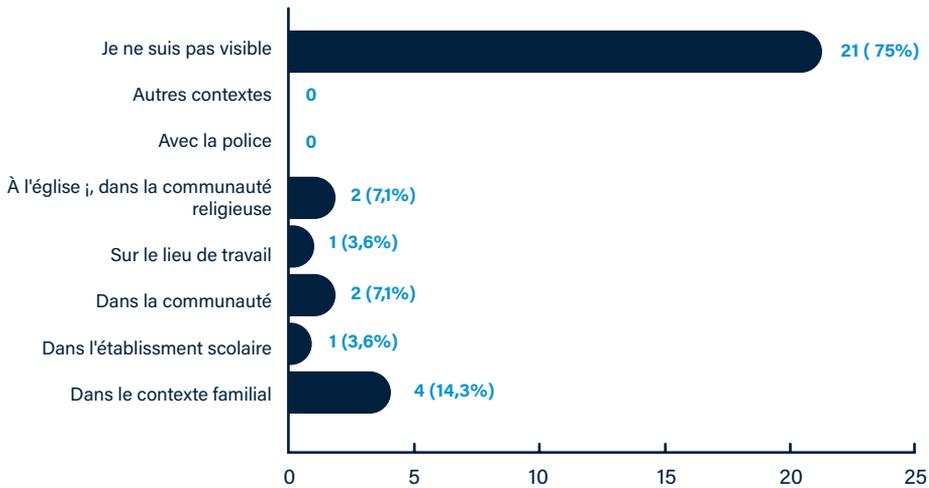
Il existe de nombreux préjugés et stéréotypes négatifs à l'égard de la diversité sexuelle et de genre présents dans tous les domaines de la société rwandaise et qui sont directement liés à des questions culturelles et religieuses.

Nous allons en indiquer quelques-uns qui sont apparus grâce au travail sur le terrain:

- Tomber amoureux d'une personne de même sexe n'est pas considéré comme faisant partie de la culture rwandaise et c'est un tabou. En outre, cela est vu comme une honte. C'est la raison pour laquelle la discrimination la plus importante a lieu dans le domaine familial.
- Qualificatifs dénigrants et insultes. Les personnes qui ont participé au diagnostic disent que "lorsque nous passons dans le quartier, on nous traite de *PÉDÉ, d'UMUTINGANYI*" Elles affirment que "*Nous ne sommes pas acceptés dans la société rwandaise*".
- Préjugés liés à la culture du Rwanda elle-même. Les personnes interrogées les décrivent comme cela: "*Leurs droits ne sont pas respectés, puisque dans la culture et la religion, l'orientation sexuelle de ces personnes continue d'être un tabou.*"
- Les personnes LGTBIQ+ veulent détruire la famille puisqu'elles ne vont pas avoir de descendance et que cela va à l'encontre de la culture rwandaise.
- Les préjugés à caractère religieux sont les plus enracinés. Dans de nombreuses églises, on considère qu'elles attirent les malheurs, qu'elles ont perdu la morale et leur lien avec la culture rwandaise. Il est fréquent d'entendre que les couples de même sexe sont une abomination devant Dieu, ce qui empêche tout soutien de la part de la population.

DISCRIMINATION - VIOLENCE

L'une des questions du questionnaire en ligne consistait à demander si elles avaient subi un type de discrimination et/ou violence ou si elles connaissaient quelqu'un qui avait été dans cette situation à cause de son appartenance au collectif et, si oui, de quel type. La réponse majoritaire était affirmative (75 % ont déclaré qu'il existait une discrimination). Les personnes interrogées ont ensuite précisé les domaines et les espaces où cette violence a lieu, comme cela est indiqué au graphique 2:



Graphique 2.

Concernant le lieu où elles ont subi la violence ou la discrimination en raison de leur appartenance au collectif LGTBIQ+, 14,3 % des personnes interrogées désignent le contexte familial, 3,6 % l'école, 7,1 % la communauté, 3,6 % le lieu de travail, 7,1 % l'église, 0 % la police, 0 % d'autres endroits et 75% répondent ne pas être visibles.

Domaine familial

Comme nous l'avons déjà dit dans le paragraphe sur les problématiques plus générales, la famille est l'un des entourages dans lequel les personnes qui remettent en cause le système hétéronormatif dominant subissent un rejet et une discrimination souvent justifiés par des préju-

gés de type religieux et/ou culturels. Elles font honte à leur famille et la déshonorent. Il faut souligner l'information révélée par le questionnaire en ligne indiquée au graphique 1 : les 30 personnes qui ont répondu à cette question ont dit n'avoir aucun soutien familial.

Les témoignages recueillis lors des entretiens mettent des mots sur ce manque total de soutien de l'entourage le plus proche. Une personne raconte que: *"Un jour, ma mère et moi avons rendu visite à ma sœur et nous sommes allées voir un film sur les couples homosexuels. À la fin du film, ma mère a dit que si ces enfants étaient comme ça, elle les brûlerait"*. Face à cette réaction, elle s'est sentie « triste » et elle est partie, puisque sa mère ne savait pas qu'elle avait une relation homosexuelle.

La pression de l'entourage familial peut être très forte pour obliger une personne à suivre le schéma hétéronormatif: *"En tant que femme, ils m'ont obligée à me marier avec un garçon qui ne me plaisait pas et j'ai dû partir pour être en couple avec quelqu'un qui me plaît"*. ». 30 % des personnes qui ont répondu au questionnaire vivent avec leur famille, ce qui les empêche de pouvoir s'exprimer et vivre librement leur diversité sexuelle et de genre, puisqu'elles doivent respecter les standards sociaux d'acceptation. La perception courante dans la société selon laquelle avoir un membre de la famille gay, lesbienne ou trans est une honte conduit au rejet et à l'ostracisme social, et convertit l'entourage familial en un lieu hostile pour les personnes de la diversité.

Communauté et quartier

71 % des personnes interrogées sur leur lieu de travail déclarent avoir été victimes de discrimination dans leur entourage le plus intime, dans la communauté ou le quartier.

Il y a des endroits où elles ne peuvent pas entrer lorsqu'elles sont connues, comme des cérémonies de mariage, certains événements ou églises. Les personnes trans font l'objet de moqueries et de mépris. Ce témoignage décrit cette réalité: *"Un jour, au stade, pendant un match de football, une personne trans est arrivée et la plupart des gens ont ri d'elle et lui ont même crié dessus"*.

Cet isolement social et cet ostracisme sont des thèmes récurrents dans les entretiens réalisés, et s'ajoute à cela, comme nous l'avons déjà dit ci-avant, une stratégie d'invisibilité pour éviter d'être identifiées comme des personnes LGTBIQ+ en raison des conséquences négatives qui s'ensuivent. Ainsi, certaines personnes interrogées n'appartenant pas au collectif LGTBIQ+, comme des groupes de la société civile du Rwan-



da, disent ce qui suit concernant les personnes LGTBQ+ : *“Je ne peux même pas les inviter à des cérémonies en raison de leur orientation sexuelle”*

Une personne LGTBQ+ qui a participé à des entretiens raconte qu'elle a un jour été discriminée alors qu'elle se trouvait dans un groupe de danseuses traditionnelles et qu'elle a été accusée d'avoir des comportements féminins.

Domaine de la santé

Même s'il est vrai que le domaine sanitaire n'apparaît pas dans le questionnaire en ligne comme étant l'un des espaces de discrimination, c'est un thème qui a été plusieurs fois souligné au cours des entretiens. Un docteur interrogé dans le cadre du présent diagnostic a déclaré qu' *“elles ne sont pas victimes de discrimination puisque nous les traitons comme tout le monde”*. Cependant, les personnes LGTBQ+ racontent qu'elles ont vécu des situations de rejet dans ce domaine. L'une d'elles, interrogées dans le journal *The Conversation*, a expliqué : *“J'ai subi une discrimination pour accéder à des soins et je ne bénéficie plus du régime médical familial auquel j'avais accès avant que ma mère m'en prive. Chaque fois que je suis allé à l'hôpital et que j'ai expliqué au docteur la douleur que je ressentais depuis que je souffrais d'une infection de transmission sexuelle anale et rectale, ils m'ont jugé. C'était très stressant, je suis tombé en dépression et j'ai même pensé à me suicider.”*¹²

Concernant les services de la santé, l'infirmière qui a participé à l'un des groupes témoins a expliqué que : *“Ce que je peux ajouter, c'est que lorsque nous pensons qu'il s'agit d'une personne LGTBQ+, nous avons un préjugé superficiel contre ce "statut". Toutefois, ces préjugés n'ont aucune incidence sur l'accueil puisque le service est le même pour tout le monde”*.

12 Entretien avec une personne LGTBQ+ du Rwanda dans le Journal *The conversation* <https://theconversation.com/rwanda-lgbt-rights-are-protected-on-paper-but-discrimination-and-homophobia-persist-182949>

École et travail

3,6 % des personnes qui ont rempli le questionnaire en ligne figurant au deuxième graphique, ont répondu qu'elles ont vécu des situations de violence et/ou des discriminations dans le domaine scolaire, et 3,6 % dans le monde du travail.

Pour ce qui est du domaine de l'éducation, il s'agit d'un espace où la diversité sexuelle et de genre n'est ni travaillée ni abordée en tant que telle. Comme l'a indiqué une professeure d'un centre scolaire qui a participé à l'un de nos groupes témoins: *“À l'école, nous abordons les thèmes de la reproduction sexuelle et de la transmission des maladies, mais pas celui de l'homosexualité”.*

Nous souhaitons insister sur l'importance de la discrimination qui existe dans le monde du travail. En effet, ce domaine occupe en général une place fondamentale, car les personnes LGTBIQ+ ont peur de perdre leur emploi à cause de leur sexualité. De manière générale, elles ne sont pas soutenues par leurs familles, sachant que la famille apporte souvent un soutien émotionnel, un environnement sécurisé et une aide financière. Si, en plus d'être dépourvues d'un réseau social familial de soutien émotionnel et financier, les personnes LGTBIQ+ subissent des violences et/ou des discriminations au travail, elles finissent par vivre dans une vulnérabilité extrême.

Domaine religieux

7,1 % des personnes qui ont répondu au questionnaire en ligne ont été victimes d'un rejet religieux. Une personne interrogée a dénoncé qu'elle a non seulement été rejetée par sa famille, mais également par les leaders religieux au sein de différentes églises. *“Quand ils se sont rendu compte de mon identité de genre, l'église m'a excommunié(e)”.*

L'un des paroissiens qui a participé au diagnostic explique que: *“Lorsqu'ils viennent prier (au temple), nous les accueillons parce que Dieu déteste le péché et libère le pécheur ou la pécheresse”*, en qualifiant ainsi ces personnes de pécheresses.

La grande influence et l'ancrage social de ces églises ont des conséquences directes dans le niveau de discrimination et le rejet des personnes LGTBIQ+, car leur discours convainc profondément la population et que l'autorité morale des personnes qui lancent ces messages (évêques, pasteurs, etc.) est très respectée dans la société.

Voici un clair exemple de ce qui précède expliqué par l'une des per-

sonnes interrogées. Un jour, un représentant religieux interrogé a déclaré que *“la plupart des églises ne supportent pas ce comportement”*. Cela a été confirmé par des personnes interrogées dans le domaine religieux, qui reproduisent les préjugés religieux qu’elles écoutent dans les églises et qui sont le terreau fertile pour qu’émergent des discours de haine envers les personnes LGTBIQ+. Un couple dit: *“« Dieu a créé l’homme et la femme pour procréer. Ainsi, il n’est pas bon que l’homme vive avec un autre homme, ni une femme avec une autre femme. Je pense que c’est sale”*. Un autre homme interrogé dit: *“Lorsque nous lisons la parole de Dieu, l’homosexualité n’apparaît nulle part. Maintenant, on appelle ça le “ progrès ”, mais je ne le supporte pas”*. Aussi, une troisième femme interrogée par ARDE/KUBAHO rappelle l’une des idées les plus répétées: *“Dieu a créé l’homme et la femme et il exige que l’homme appartienne à une seule femme et que la femme appartienne à un seul homme”*. Ce raisonnement a évidemment pour conséquence que les relations entre les personnes de même sexe ne soient pas acceptées ni bien vues socialement.

Nous voulons également relever des positions et des opinions favorables à la diversité sexuelle et de genre dans le domaine de la religion. Des regards de respect et de compréhension face aux préjugés et au rejet, comme ceux d’un représentant religieux interrogé (interrogé pendant le travail de terrain) qui, même s’il reconnaît que de nombreuses églises considèrent les pratiques des personnes LGTBIQ+ comme étant taboues et sataniques, pour lui *“Ce n’est pas vrai. Nous prenons tout le monde en considération, nous accueillons les personnes LGTBIQ+ dans notre église comme des créatures divines”*

VIOLENCE EXPLICITE

Comme nous le verrons plus loin, l’invisibilité est une forme d’autoprotection adoptée par les personnes non hétéronormatives pour éviter de souffrir en personne la violence de ceux qui rejettent la diversité et qui concrétisent leurs préjugés à travers cette violence.

Il existe des situations de violence explicite qui peut être verbale (comme nous l’avons vu plus haut sous forme d’insultes dénigrantes) et physique. Certaines personnes interrogées ont dénoncé qu’elles souffrent différents types de violence, tels que des insultes, des cris et des coups, ainsi que d’autres violences. Une personne a expliqué qu’elle avait reçu des coups, car elle se comportait comme une fille alors qu’elle est un

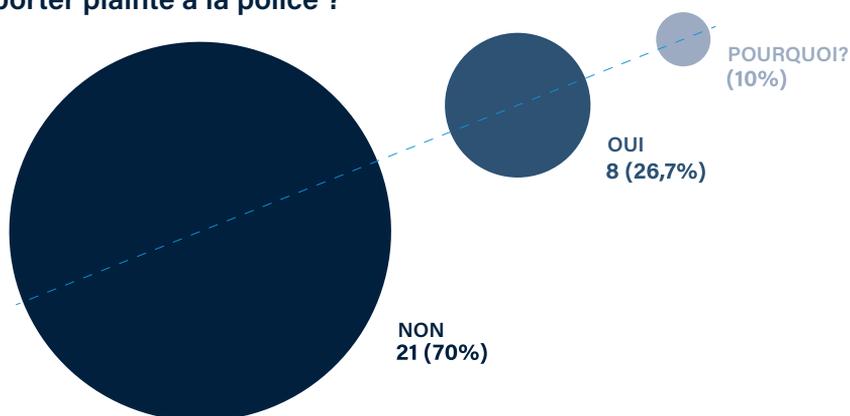
garçon d'un point de vue biologique. Une autre personne a raconté qu'elle a perdu la location de son appartement quand elle est tombée amoureuse d'une personne du même sexe et que cela s'est su. D'autres personnes ont été obligées de quitter leurs familles et d'abandonner leur quartier après avoir reçu des menaces.

Cette violence explicite oblige très souvent les victimes à fuir cet environnement hostile et ce harcèlement, ce qui entraîne de graves conséquences d'un point de vue personnel et émotionnel. Cela est d'autant plus vrai lorsque cette situation se produit dans des environnements proches de la vie quotidienne: "On m'a menacé et j'ai dû partir vivre à Nyamirambo"¹³, déclarait une victime interrogée.

LA POLICE : " NE SAIT PAS, N'A PAS D'OPINION "

Il peut être conclu sur la base des résultats du questionnaire et des entretiens réalisés à l'occasion du travail de terrain que la police n'est pas un espace sécurisé où ces personnes peuvent demander de l'aide en cas de discrimination et/ou de violences explicites faites contre les partenaires de mêmes sexes, l'espace non sécurisé qui est due à la connaissance limitée de l'existence de la communauté LGBTQI dans la société rwandaise. Comme cela est indiqué au graphique 3, 70 % des personnes LGTBIQ+ n'iraient pas à la police pour dénoncer une agression.

Si une personne subite des violences et/ou une discrimination en raison de son appartenance au collectif LGTBIQ+, peut-elle aller porter plainte à la police ?





Il faut souligner la réponse donnée par un policier lorsqu'ARDE/KU-BAHO lui demande son opinion sur les couples homosexuels: *"C'est une nouvelle information que vous me donnez, je n'ai rien à ajouter à ce sujet"*. Cette réponse vague et ce manque de positionnement clair coïncident avec les résultats obtenus à travers le questionnaire en ligne, dans lequel les participants ont répondu qu'ils n'ont pas subi de discrimination de la part de la police. Toutefois, il faut faire le lien entre cette information et le fait que 70 % des victimes n'ont pas osé porter plainte lorsqu'elles ont subi des violences et pourtant elles n'ont pas subi de discriminations de la part de la police ou leur refuser la plainte.

APPROCHE COLLECTIVE / ABSENCE D'ASSOCIATIONS LGTBIQ+

Les participants au diagnostic sont d'accord sur le fait qu'ils ont besoin que leurs droits soient respectés et d'être traités comme le reste de la population rwandaise. *"Nos sentiments doivent être respectés parce que nous nous sentons comme ça et que nous n'avons pas choisi cette situation"*. Ces personnes doivent également faire face à la problématique de l'absence d'associations LGTBIQ+ qui pourraient les accueillir et lutter pour défendre leurs droits collectifs.



Le rapport d'ILGA 2020¹⁴ signale que les activistes locaux du Rwanda ont déclaré que « les organisations qui tentent de s'enregistrer légalement auprès du gouvernement n'indiquent pas en général le travail qu'elles effectuent avec la communauté LGBTQ+ par crainte que leur demande ne soit refusée ». Celles qui indiquent ouvertement leurs priorités s'identifient comme des organisations de défense des droits humains. Cette « différence apparente de nom » peut être la clé pour qu'une organisation obtienne ou non une reconnaissance légale. Dans un contexte social où il existe un niveau élevé de rejet, de préjugés et de stéréotypes à tous les niveaux, l'une des manières de travailler collectivement se trouve peut-être dans ces domaines.

Les personnes interrogées déclarent qu'elles appartiennent à d'autres collectifs qui travaillent sur des thèmes liés à la santé et les droits humains, comme la «*Mission Inclusive pour la Santé et l'Espoir*», «*Other Sheep Rwanda*», etc. A priori, cela peut être perçu comme une difficulté puisqu'elles ne disposent pas d'un espace qui leur serait réservé pour se réunir librement et s'organiser, afin de dénoncer les violences et la violation de droits qu'elles subissent en raison de leur sexualité et/ou genre. Cependant, cette invisibilité leur permet de mener des actions et/ou de créer des espaces de rencontre et d'épanouissement qui, au-

14 ILGA (Association Internationale LGTBI) est une organisation qui regroupe plus de 1100 organisations membres, dont le but est d'atteindre l'égalité des droits pour les personnes gays, lesbiennes, bisexuels, trans et intersex (LGBTI). Fondée en 1978, ILGA a le statut consultatif au Conseil ECOSOC de l'ONU. Chaque année, elle publie un rapport mondial et une carte sur la législation qui criminalise ou protège les personnes sur la base de leur orientation sexuelle ou la reconnaissance de leur relation.

trement, seraient impossibles.

D'autres personnes disent qu'elles aimeraient disposer de tous les moyens possibles pour connaître l'ensemble du collectif, mais la plupart des individus ne sont pas connus et se cachent à cause de la peur découlant des différents types de discriminations qu'ils ont vécues. Seules les personnes les plus téméraires demandent la présence publique: *"L'union de toutes les personnes du collectif permettrait d'obtenir l'implication de tous pour créer des projets servant, par exemple, à améliorer notre développement, et peut aussi mener à l'acceptation et à l'amélioration de notre estime de nous-mêmes"*. En plus, elles déclarent que: *"Pour notre survie, nous aimerions mener des projets, en tirer des revenus, pouvoir en vivre afin de couvrir nos besoins quotidiens et que nos groupes soient légalisés"*. D'autres personnes rêvent non seulement de la mobilisation et de l'acceptation de la société rwandaise de la diversité sexuelle et de genre, mais aussi d'obtenir des droits, comme le droit au mariage. *"Nous demandons une mobilisation continue pour être acceptées dans la société et qu'une loi soit approuvée pour légaliser notre mariage"*.

Une personne ajoute: *"En qualité de représentante de l'organisation dénommée Mission Inclusive, je vous dis que nous acceptons tout le monde lorsque nous réalisons des activités. De nombreux membres de la communauté LGTBIQ+ appartiennent à notre organisation et, par conséquent, nous nous engageons à rendre nos demandes publiques en faveur de leurs droits et l'amélioration de leurs conditions de vie"*.

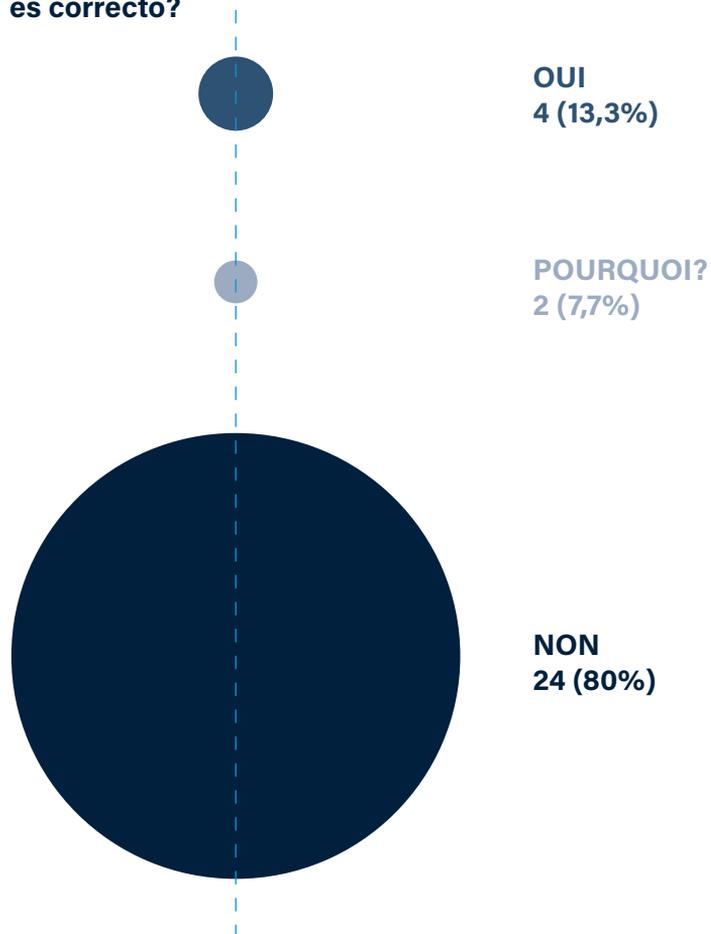
DISCOURS DE HAINE : CEUX QUI L'ENCOURAGE

Les préjugés et les stéréotypes négatifs à l'égard de la diversité sexuelle et de genre sont amplifiés et renforcés par deux éléments fondamentaux qui leur servent de haut-parleurs, et qui sont très enracinés dans la société. D'un côté, le rôle des autorités religieuses qui exercent une influence considérable à tous les niveaux d'un point de vue social et politique et, d'autre part, celui des médias qui favorisent les discours de haine contre les personnes LGTBIQ+.

S'agissant de ces derniers, à la question de savoir si l'information sur les personnes LGTBIQ+ est correcte, comme cela est indiqué au graphique 4, 80 % des personnes qui ont répondu au questionnaire ont

dit que non. Cette information est très importante, puisque cela met en lumière le fait que les médias contribuent à ce que les préjugés et les stéréotypes négatifs envers ce collectif s'étendent et se répandent, en diffusant des informations qui peuvent être qualifiées d' "incorrectes".

¿El tratamiento de los medios de comunicación hacia el colectivo es correcto?





08

L'AVENIR

Un aspect très important de ce diagnostic est la possibilité de contribuer à l'amélioration de la qualité de vie des personnes LGTBIQ+. Cette première action nous permet de connaître et de nous rapprocher de la situation rwandaise de la diversité sexuelle et de genre, mais c'est également l'occasion de créer un outil de changement et de progrès dans l'exercice de leurs droits.

C'est la raison pour laquelle nous avons recueilli des demandes et des recommandations du collectif qui s'adressent à la société rwandaise:

- Les participants sont d'accord pour dire qu'ils ont besoin que leurs droits soient respectés et d'être traités comme le reste de la population rwandaise : « Nos sentiments doivent être respectés, parce que nous nous sentons comme ça et que nous n'avons pas choisi cette situation ». C'est cela que disent les personnes qui participent au diagnostic.
- Elles ont demandé à la société rwandaise de les accepter comme elles sont.
- Se regrouper dans des organisations non-gouvernementales de développement, ayant pour objectif l'application des lois nationales de protection des personnes LGTBIQ+.
- Il est nécessaire d'intégrer les personnes LGTBIQ+ dans les projets communautaires, pour que la valeur qu'elles apportent à la société rwandaise soit visible.

09

CONCLUSIONS SOUS FORME DE RÉFLEXIONS PARTAGÉES

CONCERNANT LES PERSONNES LGTBIQ+:

- Le contexte général du Rwanda est hostile envers la diversité sexuelle et de genre. Tout ce qui concerne ce thème a des connotations très négatives, questionne les valeurs spécifiques de la culture rwandaise et les met en danger. C'est ainsi que naît un rejet partagé par l'ensemble de la société.
- S'il est vrai qu'aucune peine n'est prévue pour condamner la diversité sexuelle et de genre dans les normes légales, il n'existe pas pour autant de reconnaissance spécifique de l'égalité des droits pour les personnes LGTBIQ+, que ce soit sur le plan légal ou social.
- Les préjugés culturels et religieux sont très enracinés et exercent une grande influence sur l'ensemble du tissu social du pays, en créant un contexte de rejet absolu envers la diversité sexuelle et de genre et les personnes LGTBIQ+, tout cela étant encore amplifié par les médias.
- Les personnes LGTBIQ+ souffrent d'une stigmatisation et d'un rejet à tous les niveaux (familial, social, communautaire, professionnel, etc.) et sont très souvent victimes de discrimination et de violence explicite (agressions, insultes, etc.) dans des espaces et des contextes où elles développent leur projet de vie dès qu'elles sont identifiées comme telles. Cette situation les condamne à l'ostracisme et à l'isolement social.
- L'invisibilité et l'occultation sont des stratégies de survie que les personnes LGTBIQ+ mettent en place pour conserver leur sécurité et leur intégrité, et pour échapper au rejet et à la discrimination. Elles ont peur, s'isolent, se trouvent dans l'im-

possibilité de développer leurs projets de vie et, en définitive, souffrent d'une qualité de vie moindre.

CONCERNANT L'ORGANISATION SOCIALE:

- Il n'existe pas de mécanismes ni de structures sociales pour faire face à la discrimination et à la violence que subissent les personnes LGTBIQ+.
- S'il est vrai qu'il n'existe pas de mouvement de défense de la diversité sexuelle organisé en tant que tel, les personnes LGTBIQ+ allient leurs efforts et créent des espaces à travers des organisations généralistes dans le domaine de la santé et des droits humains pour travailler autour des questions de la diversité sexuelle et de genre. Il faut préciser que ce thème n'est pas encore abordé au Rwanda.
- C'est à travers les organisations de la société civile qui ont participé au diagnostic qu'il serait possible de construire de manière conjointe des projets pour aider à casser les stéréotypes et les préjugés à l'encontre des personnes LGTBIQ+ dans les écoles, les hôpitaux, les églises, etc.
- Les organisations et les personnes qui ont participé au diagnostic pourraient se transformer en un groupe moteur de référence pour influencer la société et la politique en faveur des droits égalitaires, indépendamment de leur sexualité et genre.
- Il faudrait ouvrir des réflexions et des dialogues avec des leaders des communautés religieuses et politiques en matière de droits, d'accès à l'éducation, la santé et la justice, et aborder de nouveaux paradigmes pour vivre ensemble dans la société rwandaise et pour casser les stigmatisations et les stéréotypes envers les personnes en raison de leur sexualité et leur genre.

10

BIBLIOGRAPHIE

- Constitution du Rwanda, (2003), avec les modifications jusqu'en 2015.
- ILGA, (2020), Homophobie de l'État Édition actualisée, Actualisation du Panorama Global de la Législation, Genève.
- L. Picq, Manuela, (2020) La colonisation des sexualités indigènes: entre spoliation et résistance, v. 10, n. 1 p. 13-34, Contemporánea, , <http://dx.doi.org/10.4322/2316-1329.126>
- «L'homosexualité n'est pas la préoccupation du Rwanda », selon le président Paul Kagame - Association STOP HOMOPHOBIE | Information - Prévention - Assistance aux victimes.
- Rubio Llona, Aimar, (2017) Homophobie d'État et diversité sexuelle en Afrique Histoire d'un combat, Institut d'Études sur le Développement et la Coopération Internationale, Cahiers de travail / Lan-Koadernoak ▪ Hegoa, n° 73.
- <https://euskalankidetza.hegoa.ehu.eus/es/projects/5192>
- https://cidafucm.es/IMG/pdf/ruanda-estado__de__la__nacion__2021.pdf
- Índice Riesgo Climático 2020
- Banque mondiale-Rwanda Country Profile 2021
- https://hmong.es/wiki/LGBT__rights__in__Rwanda
- <https://theconversation.com/rwanda-lgbt-rights-are-protected-on-paper-but-discrimination-and-homophobia-persist-182949>

11

ANNEXES

ANNEXE 1

QUESTIONNAIRE DE L'ENQUÊTE EN LIGNE

PROFIL:

- Âge:
- Appartenez-vous au COLLECTIF LGTBI-POPULATION CLÉ?¹⁵.
- Si oui, indiquez : L-G-T-B autres.

1.- Quelle est la situation du COLLECTIF LGTBI- POPULATION CLÉ dans le contexte rwandais? (Vous pouvez indiquer plus d'une option et jusqu'à 3).

- La discrimination est très fréquente.
- Il existe une grande méconnaissance du collectif et des violences dont il est victime.
- Ces personnes n'ont pas les mêmes droits que le reste de la population rwandaise.
- Elles peuvent s'exprimer librement dans les espaces publics.
- Il existe un soutien social et familial au collectif.
- AUTRES...

2.- Avez-vous subi ou subissez-vous des violences et/ou des discriminations en raison de votre appartenance au collectif ou connaissez-vous quelqu'un qui les a subies? Indiquez le domaine : (Vous pouvez indiquer plus d'une option)

- Familial (de la part d'un membre de la famille)
- Établissement scolaire
- Communauté/quartier
- Au travail
- À l'église, dans la communauté religieuse.
- Police
- AUTRES: ...

15 T Terme stratégique utilisé pour désigner l'ensemble de la population avec des sexualités, des genres et des corps non normatifs dans un contexte de persécution légale et sociale de l'homosexualité.

3.- Si une personne subit des violences et/ou une discrimination en raison de son appartenance au collectif LGTBIQ+, peut-elle aller porter plainte à la police?

-OUI -NON -Pourquoi?

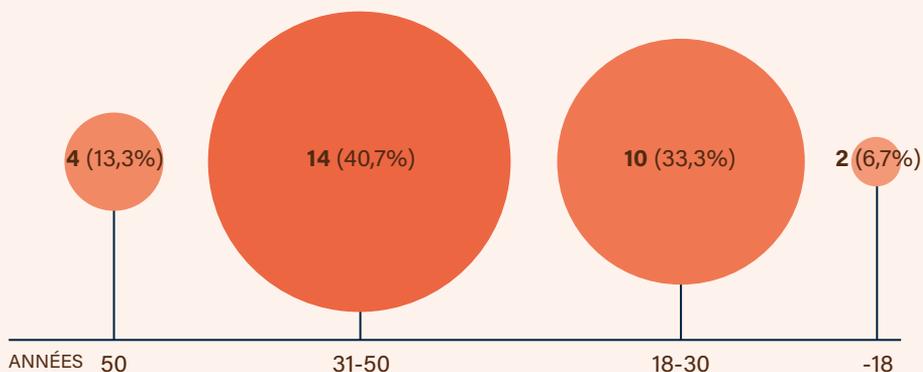
4.- Le traitement des médias à l'égard du collectif est-il correct?

-OUI -NON -Pourquoi?

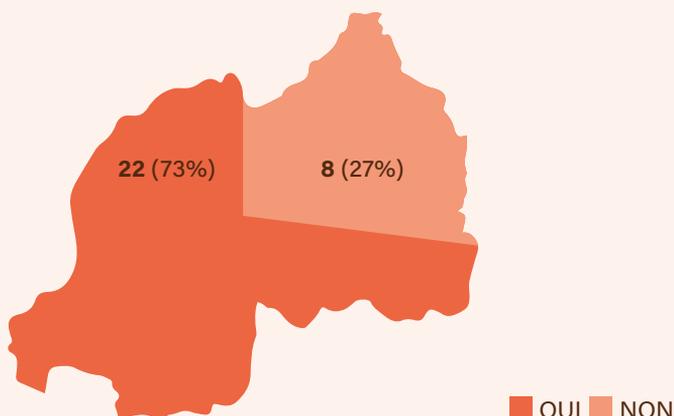
ANNEXE 2

RÉSULTAT DU QUESTIONNAIRE EN LIGNE

Âge

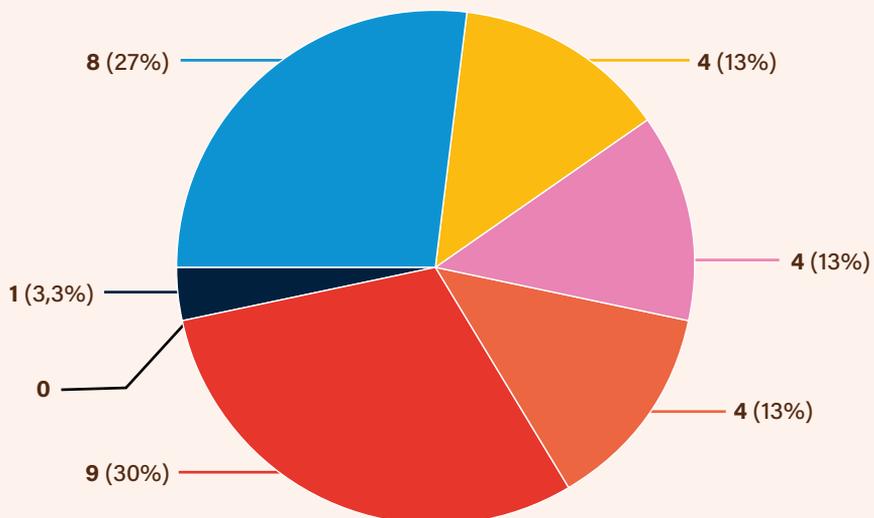


Vous appartenez au collectif LGTBI?

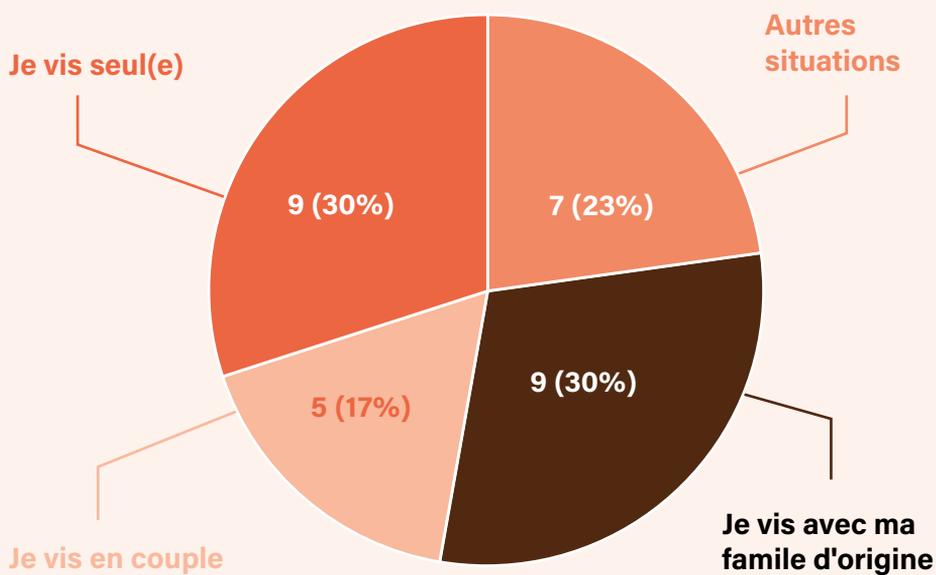


Si oui, comment vous identifiez-vous?

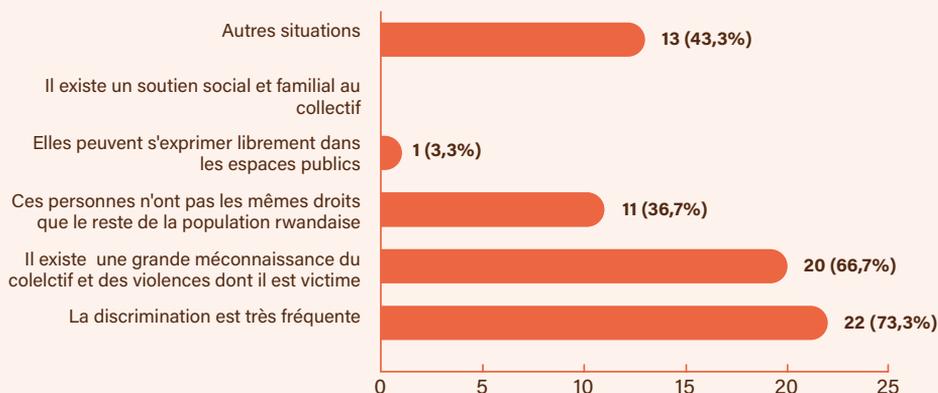
■ L ■ G ■ T ■ B ■ I ■ Q ■ autres



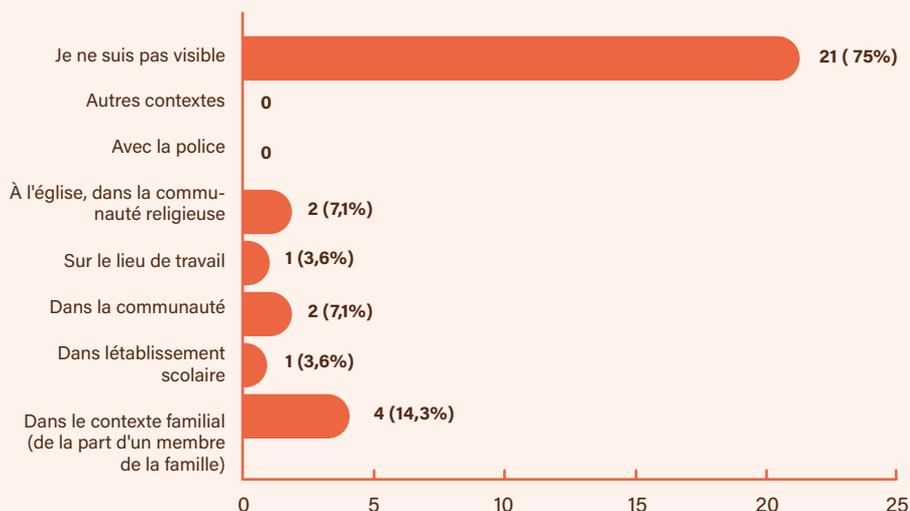
Avec qui vivez-vous?



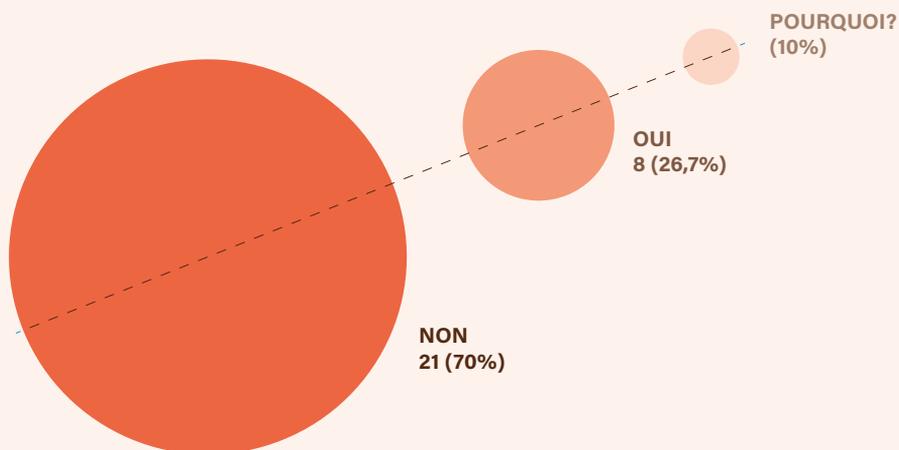
Quelle est la situation du COLLECTIF LGTBI dans le contexte rwandais?



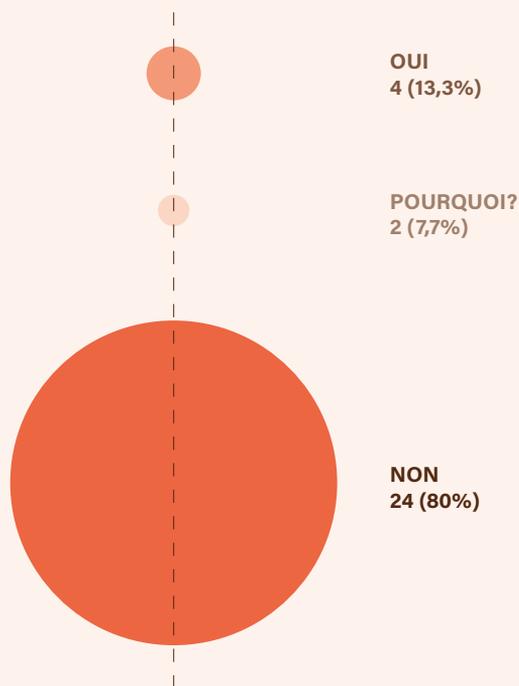
Avez-vous subi ou subissez-vous des violences et/ou des discriminations en raison de votre appartenance au collectif ou connaissez-vous quelqu'un qui les a subies ?



Une personne qui subit des violences et/ou une discrimination en raison de son appartenance au collectif LGTBIQ+, peut-elle aller porter plainte à la police?



Croyez-vous que l'information et les nouvelles qui sont diffusées dans les médias sur les PERSONNES LGTBI sont correctes?



ANNEXE 3 SCÉNARIO ENTRETIEN À DES PERSONNES DU COLLECTIF LGTBI+

PRÉSENTATION

- Nom
- Âge
- Contexte : où elle vit, si elle est née ailleurs, si elle a été obligée d'immigrer à l'intérieur du pays, etc.
- Définition : orientation/genre
- État civil
- Études

EXPÉRIENCE PERSONNELLE :

ÊTRE UNE PERSONNE LGTBI+ AU RWANDA, QU'EST-CE QUE ÇA IMPLIQUE ?

- Décrivez votre expérience en tant que personne LGTBI+.
- Quels sont les principaux problèmes auxquels vous avez dû faire face dans votre vie quotidienne.
- Processus:
 - * famille
 - * amitiés
 - * collègue
 - * travail
 - * quartier, communauté
 - * église

LA VISIBILITÉ Est-il possible d'être visible au Rwanda?

- Si vous n'êtes pas visibles, comment vivez-vous dans l'invisibilité?
- Où et comment connaissez-vous d'autres personnes LGTBI+?
- Pensez-vous qu'il existe dans votre entourage des préjugés et/ou une discrimination envers les personnes de la diversité sexuelle et de genre?
- Les subissez-vous vous-même?
- Comment vous protégez-vous face à ces situations ? Quelles stratégies avez-vous utilisées pour combattre ces situations ? (personnellement et les personnes LGTBI+ que vous connaissez)

VIOLENCES

- Avez-vous été victime d'un type de violence et/ou de discrimination?
 - * Si oui, expliquez lequel et en quoi il consistait.

BESOINS

- Quels sont vos besoins personnels et ceux de votre entourage en tant que personne LGTBI+?
- Sur le plan collectif, que demanderiez-vous à la société en tant que personne LGTBI+?
- Qu'est-ce qui doit changer pour que la situation des personnes LGTBI+ s'améliore au Rwanda?

APPARTENANCE À UN COLLECTIF

- Existe-t-il des collectifs LGTBI+ au Rwanda?
- Appartenez-vous à un collectif LGTBI+?
- Si oui, que faites-vous, quels sont vos objectifs, avec qui travaillez-vous, etc.?
- Pour quelles raisons êtes-vous entré(e) dans un collectif
- Être une personne LGTBI+ au Rwanda, qu'est-ce que ça implique?
 - * Qu'est-ce que cela vous a apporté ?
 - * Difficultés
- Des discriminations à l'intérieur du collectif
- Difficultés/défis de la vie associative
- Quelle est la réalité de la vie associative actuellement?
- Quels sont les besoins ? Veuillez en indiquer 2 ou 3
- Comment vous organisez-vous face à la violence?
- Réseaux et relations entre les collectifs LGTBI+:
 - * Est-il possible de créer des réseaux de travail?
 - * Quels réseaux existent et comment le travail est-il effectué?
- Relations avec des mouvements sociaux : Quelles relations entretenez-vous avec les O.N.G., les organisations féministes, etc.?

ANNEXE 4 SCÉNARIO ENTRETIEN AVEC DES PERSONNES N'APPARTENANT PAS AU COLLECTIF LGTBI+

PRÉSENTATION

- Nom
- Âge
- Contexte : où la personne vit, quelle est sa profession, son niveau d'études
- Relation avec le collectif LGTBI+, expliquer
- Type de relation : familial, professionnel, militantisme, autres (lesquelles).

SITUATION DU COLLECTIF LGTB+ AU RWANDA

- Quelle est la réalité des personnes LGTBI+ au Rwanda? Photo générale
- Quels sont, selon vous, les principaux problèmes que doivent affronter ces personnes dans leur vie quotidienne?
- Quels sont les préjugés qui existent dans la société sur les personnes LGTBI+?
 - * Lois
 - * Politique
 - * Médias
 - * Religion
 - * Société: préjugés envers le collectif, quelle est l'image de ce collectif?
- Cela s'est-il traduit par plus de violence envers les personnes LGTBI+?
- Connaissez-vous un cas de violence et/ou discrimination envers les personnes LGTBI+ ?
- Si oui, veuillez l'expliquer.

SELON VOUS, QU'EST-CE QUI EST NÉCESSAIRE POUR QUE LA SITUATION DES PERSONNES LGTBI+ S'AMÉLIORE AU RWANDA?

ANNEXE 5 SCÉNARIO ENTRETIEN PERSONNES D'ORGANISATIONS ET/OU D'ENTITÉS

PRESENTACIÓN

- Nom
- Âge
- Contexte : où la personne vit, quelle est sa profession, son niveau d'études
- Si elle appartient à une organisation : Laquelle. Brève description. (type d'association, secteur de travail).
- Relation avec le collectif LGTBI+, expliquer
- Type de relation : professionnel, militantisme des mouvements sociaux, etc.
- Pour quelles raisons pense-t-elle qu'il est important de travailler en faveur des Droits Humains du collectif LGTBI+?

SITUATION DU COLLECTIF LGTB+ AU RWANDA

- Quelle est la réalité des personnes LGTBI+ au Rwanda? Photo générale
- Quels sont, selon vous, les principaux problèmes que doivent affronter ces personnes dans leur vie quotidienne?
- Quels sont les préjugés qui existent dans la société concernant les personnes LGTBI+?
 - * Lois
 - * Politique
 - * Médias
 - * Religion
 - * Société : préjugés envers le collectif, quelle est son image?
- Cela s'est-il traduit par plus de violence envers les personnes LGTBI+?

SELON VOUS, QU'EST-CE QUI EST NÉCESSAIRE POUR QUE LA SITUATION DES PERSONNES LGTBI+ S'AMÉLIORE AU RWANDA ?

COMMENT POUVONS-NOUS TRAVAILLER EN FAVEUR DES DROITS HUMAINS DES PERSONNES LGTBI+ ?

ANNEXE 6 SCÉNARIO QUESTIONS SPÉCIFIQUES PAR DOMAINES: EN FONCTION DU PROFIL DE PERSONNES ET/OU D'ENTITÉS AVEC LESQUELLES L'ENTRETIEN SE DÉROULE

Observation : il est possible de poser d'autres types de questions plus spécifiques. Par exemple:

ÉGLISE:

- Quelle est la position des églises concernant les personnes LGTBI+?
- Existe-t-il des préjugés de type religieux au Rwanda ? Lesquels?

POLICE:

- Quelle est la position et la réponse policières concernant les personnes LGTBIQ+?
- Une personne LGTBI+ qui subit des violences peut-elle se rendre à la police pour porter plainte ? Existe-t-il une protection policière envers les personnes LGTBI+ lorsque celles-ci subissent des violences?
- Existe-t-il un protocole d'intervention policière?
- Selon vous, quelles actions la police devrait-elle mettre en place concernant la violence contre les personnes LGTBI+ au Rwanda?

SANTÉ:

- Existe-t-il une discrimination lors de l'accueil aux soins envers les personnes LGTBI+ ? La connaissez-vous?
- Savez-vous s'il existe ou avez-vous été témoin d'un cas de refus d'accueil aux soins envers une personne LGTBI+ ? Par exemple V.I.H

ÉDUCATION:

- Savez-vous si le thème de la diversité sexuelle et de genre est abordé dans le domaine de l'éducation?

JUSTICE

- La violence exercée contre les personnes LGTBI+ est-elle poursuivie par la justice?





